

# La guerre comme clé de la libération du potentiel d'atrocités massives

## Un réexamen du génocide rwandais

ARTHUR N. GILBERT, PhD\*

KRISTINA HOOK

Depuis l'apparition du terme *génocide* dans les années 1940, à des fins de classification de crimes précis commis avec l'intention de mettre fin à l'existence d'une ethnie, ce domaine d'étude constitue désormais un des plus divers et peut-être même celui qui divise le plus l'opinion académique moderne. Dans son étude classique *Revolution and Genocide: On the Origins of the Armenian Genocide and the Holocaust*, Robert Melson soutient que la guerre, la révolution et le génocide sont étroitement liés, car les régimes révolutionnaires tournent simultanément leurs énergies vers l'extérieur pour mener des guerres et vers l'intérieur pour exterminer les ennemis présents sur leur territoire<sup>1</sup>. En dépit de l'influence du cadre conceptuel de Melson dans ce domaine de recherche, Daniel Jonah Goldhagen est d'un avis différent, soutenant au contraire que le génocide n'a pas grand-chose à voir avec la guerre. Selon lui, il a plutôt son origine dans les esprits qui sont à leur tour affectés par la culture et l'idéologie<sup>2</sup>. Des divergences de vues aussi marquées ne présentent pas qu'un simple intérêt théorique. La compréhension du génocide par application du paradigme intellectuel correct peut contribuer à la prévention de massacres dans l'avenir. Le Rwanda nous est donc apparu comme important pour tester ces deux hypothèses divergentes. Le présent article s'inspire des travaux d'un grand nombre de chercheurs influents et d'un large éventail d'informations historiques pour s'efforcer de placer l'étude de cas que représente le Rwanda dans le débat général sur les massacres à grande échelle. Cela nous permet d'identifier non

---

\* Professeur agrégé d'études internationales à Josef Korbel School of International Studies, University of Denver depuis de nombreuses années, Arthur Gilbert est chargé de cours de troisième cycle sur la guerre et le génocide. En plus de ses activités d'enseignant et de chercheur, il collectionne et expose des œuvres d'art consacrées à l'Holocauste produites par des survivants et des artistes célèbres qui ont commémoré l'Holocauste par des gravures, des lithographies et des xylographies. Son plus récent article intitulé « Etched in Memory: The Graphic Art of the Holocaust » est paru dans le numéro de juillet 2013 du *Journal of the Print World*.

Kristina Hook est titulaire d'une licence d'anthropologie de Florida University, où elle termina major de sa promotion, avant d'obtenir une maîtrise de développement international à Josef Korbel School of International Studies, University of Denver. Elle a publié des articles et fait une communication lors d'une conférence internationale sur des sujets tels que le génocide et la violence de masse, la reconstruction et la réconciliation après conflit, les enseignements humanitaires tirés et les méthodes de fusion de la théorie et de la pratique dans la programmation d'un développement durable. Elle est actuellement finaliste du 2013 US Presidential Management Fellows Program.

seulement les tendances actuelles de la recherche sur le génocide mais aussi certaines lacunes importantes dans la recherche relative au Rwanda menée aujourd'hui.

### L'hypothèse de Melson

Nous avons récemment commémoré le vingtième anniversaire de la publication de l'influent livre de Melson *Revolution and Genocide*. Écartant des concepts théoriques tels que totalitarisme, fascisme et communisme, Melson, dont la famille avait survécu à l'Holocauste, ait orienté les études sur le génocide dans de nouvelles directions fructueuses. Il introduit un cadre se focalisant sur la dynamique structurelle qui lui permet de comparer des événements génocidaires. Une étape importante grâce à laquelle il put aller au-delà de la conviction du caractère unique de l'Holocauste ; une voie qu'empruntèrent ultérieurement des historiens comme Steven T. Katz<sup>3</sup>. Melson put ainsi observer des similitudes qui étaient plus universelles et moins dépendantes des particularités de la tradition occidentale. Loin de l'Europe occidentale, un génocide particulièrement sauvage s'était déroulé au Cambodge, un pays épargné par les animosités ethniques, traditions religieuses ou hostilités politiques séculaires suggérées précédemment, qui avaient caractérisé les théories de la violence de masse en Europe<sup>4</sup>. Un élargissement du texte relatif aux génocides apparaît clairement dans la structure de cet ouvrage. Il commence par une comparaison entre l'Holocauste et le génocide arménien de 1915, puis prend la forme de réflexions sur ce que Melson appelle deux exemples illustrant et confirmant ce qu'est un génocide : la liquidation stalinienne des koulaks et le « self-génocide » au Cambodge sous le règne des Khmers rouges. Nous ne doutons pas que, si Melson avait écrit son livre vingt ans plus tard, il y aurait fait figurer des références au génocide récemment « découvert » perpétré par l'Allemagne dans le Sud-ouest africain contre le peuple Herero pendant la première décennie du vingtième siècle et, fait capital dans l'optique qui nous intéresse, le génocide rwandais, qui ne se déroula deux ans seulement après la publication de l'ouvrage de Melson.

Au cœur de son analyse structurelle se trouve le lien entre la révolution et la guerre. En théorie, la perspective melsonienne fait intervenir un triptyque révolution, guerre et génocide. Avec l'effusion de sang agissant comme lien de cette combinaison destructrice, il est dangereux d'ignorer le fait que les tentacules de la violence font des trois des frères de sang. Une importante implication de cette théorie est que, faire l'éloge de la guerre ou de la révolution en tant que solution nécessaire et appropriée, doit prendre en considération le risque de conséquences génocidaires. Melson explique clairement cette répercussion dans l'introduction, ainsi que dans quatre études de cas historiques. Pour ajouter un exemple plus contemporain, nous pourrions citer les exemples amplement relatés d'escalade de la violence dont est victime la minorité chrétienne copte en Égypte au lendemain de la révolution arabe et recommander une

surveillance vigilante de la part de représentants de spécialités allant du respect des droits de l'homme à la sécurité internationale<sup>5</sup>.

Revenons au cadre conceptuel de Melson. L'auteur commence par présenter quatre points importants qu'il vaut mieux citer intégralement :

1. La révolution créa les conditions permettant à des mouvements génocidaires de prendre le pouvoir.
2. Les révolutions rendirent possible l'imposition d'idéologies extrémistes et d'ordres nouveaux qui légitimaient le génocide.
3. La mobilisation sociale de groupes marginalisés ou méprisés contribua à en faire des cibles de génocide.
4. Les révolutions menant à des guerres facilitèrent la mise en œuvre du génocide comme politique de l'état<sup>6</sup>.

Pour ce qui nous occupe, c'est la proposition 4 qui est la plus importante car Melson prétend que la guerre facilite le génocide dans les états révolutionnaires. Précisons qu'il est conscient que toutes les révolutions ne causent pas de génocide mais nous parlons plutôt de tendances qui sont souvent évitées. Néanmoins, cette propension à la violence, qui peut faire boule de neige et conduire à des massacres, dérive du besoin qu'ont les régimes révolutionnaires de se légitimer, souvent en créant la dichotomie « avec nous » ou « contre nous ». Un tel phénomène est bien entendu monnaie courante lors du processus d'édification d'un état, ainsi que dans les régimes révolutionnaires. Par exemple, Marx examine brillamment le nationalisme d'exclusion aux quinzième et seizième siècles quand les expulsions et les meurtres sont parties intégrantes de la fondation d'états tels que la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne<sup>7</sup>. R.I. Moore, qui l'adopte également comme thème majeure, soutient que la création de nouveaux états en Europe occidentale reposait sur l'exclusion des hérétiques, des lépreux et des Juifs<sup>8</sup>. D'autres travaux de recherche se sont efforcés de poursuivre de tels raisonnements des siècles plus tard en Europe occidentale. Toutefois, la question de savoir si les pays étudiés dans de tels ouvrages peuvent être qualifiés à juste titre de révolutionnaires dans l'après-Révolution française est problématique. Mais toujours, les analyses que font de cette révolution des spécialistes tels que François Furet exposent la crainte chez les révolutionnaires d'un complot de l'aristocratie, indiquant que de nombreuses impulsions purgatives comparables à celles que prévoirait Melson sont à l'œuvre dans le processus d'édification d'un état<sup>9</sup>.

À ce point de son analyse, Melson soutient que « la guerre elle-même... est intimement liée à la révolution, complétant ainsi le triangle révolution, guerre, et génocide<sup>10</sup> ». Il assure que

1. La guerre donne naissance à des sentiments de vulnérabilité et/ou d'exultation. De tels sentiments créent ou intensifient la crainte que les ennemis intérieurs de l'état, ceux qui ont été précédemment identifiés comme « ennemis de la révolution », ne fassent partie d'un insidieux complot ourdi avec les adversaires étrangers du régime visant à démanteler la révolution, voire même à détruire l'état et la communauté politique elle-même...

2. La guerre accroît l'autonomie de l'état par rapport aux forces sociales internes, y compris l'opinion publique et ses contraintes morales.
3. La guerre élimine d'autres politiques possibles de traitement des « ennemis » intérieurs, telles que l'expulsion, l'assimilation ou la ségrégation<sup>11</sup>.

Notre analyse conclut que le troisième point est particulièrement intéressant car il place le génocide dans un continuum de comportement politique et, ce faisant, en fait dans un sens très littéral la « solution finale » une fois que l'expulsion, l'assimilation ou la ségrégation ont échoué. À notre avis, il est clair à ce point que Melson pense au débat sur l'Holocauste entre intentionnalistes et fonctionnalistes, ces derniers considérant le génocide comme une option parmi d'autres de purge de l'état et d'élimination de l'ennemi à l'intérieur des frontières. Ici encore, nous notons que Melson écrivait avant le génocide rwandais de 1994 et que, par conséquent, son triptyque n'est pas testé au regard de cet événement.

### Le paradigme de Goldhagen

Daniel Goldhagen, un autre chercheur important aux études de génocide dont la famille survécut à l'Holocauste, un fait qu'il explore dans son documentaire *Worse Than War* basé sur son livre du même titre<sup>12</sup>. En dépit de cette similitude, il a toutefois effectué un parcours intellectuel très différent de celui de Melson. Pour Goldhagen, les arguments structuralistes de Melson passent à côté de l'essentiel. Au contraire, son refrain constant devient « Les massacres de masse commencent dans le cœur des hommes<sup>13</sup> ». Effectivement, en commençant par son livre important mais controversé, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*, Goldhagen se mit à la recherche de l'impulsion génocidaire non dans la révolution et la guerre mais dans la culture et l'idéologie<sup>14</sup>. Selon lui, l'énergie et la passion des simples citoyens allemands furent canalisées vers la persécution et le massacre des Juifs parce que ces Allemands avaient été élevés dans une idéologie d'antisémitisme éliminationniste. Lorsque les Juifs devinrent le symbole du mal, leur extermination fut basée moins sur les conditions nationales et internationales et plus sur la culture. Nous n'avons pas ici la place ni le temps de traiter le long et acrimonieux débat auquel cette thèse a donné lieu. Nous nous contenterons de dire qu'il fut certainement accueilli avec beaucoup moins d'enthousiasme que l'étude de Melson sur les événements de l'Holocauste.

Le deuxième livre important de Goldhagen, *A Moral Reckoning: The Role of the Catholic Church in the Holocaust and Its Unfilled Duty of Repair*, se concentre lui aussi presque exclusivement sur la culture et l'idéologie<sup>15</sup>. La responsabilité attribuée aux Allemands ordinaires y est élargie par Goldhagen pour défendre le point de vue selon lequel l'église catholique avait fomenté l'antisémitisme dans toute son histoire. Il crée essentiellement un argument de longue chaîne, qui fait évoluer la composante d'espace et de temps de son œuvre précédente, vers une tradition religieuse qui commença pendant l'empire romain, avant que l'Allemagne ne devienne un État-nation. Aux

dières même de Goldhagen, le « germanisme » de l'antisémitisme était intégré à un cadre plus large de catholicisme : « La vision chrétienne séculaire qui considère les Juifs comme les auteurs de tant de méfaits fut naturellement adoptée par les racistes antisémites, surtout en Allemagne. Le germanisme fut combiné au christianisme, rendant la judéité vile, pas simplement pour la chrétienté mais également pour la Germanie<sup>16</sup> ».

Par conséquent, dans son paradigme influencé par la culture et l'idéologie, Goldhagen attribue le massacre de six millions de Juifs au catholicisme, au christianisme dans son ensemble, et même aux évangiles. Bien que ne prétendant pas que l'Église catholique fut le seul vecteur de l'Holocauste, Goldhagen soutient néanmoins que le christianisme fournit la culture écrite qui encouragea l'antisémitisme. Étant intimement convaincu que le christianisme ouvrit la voie à l'avalissement du peuple juif et a permis la création de l'infâme Autre, Goldhagen axe sa position sur une combinaison d'idéologie religieuse et de prédilection culturelle comme origine de la perpétration de l'Holocauste.

Comme nous venons de le voir, l'accent structurel mis par Melson sur un triptyque guerre, révolution et génocide se démarque nettement de la perspective de Goldhagen. La tension entre l'approche culturelle et idéologique de Goldhagen et le structuralisme de Melson atteint son apogée dans l'ouvrage du premier, *Worse Than War* :

Les massacres et l'extermination sont également les beaux-enfants de l'euphorie de la victoire militaire. Si la victoire sur un adversaire crée une sensation d'omnipotence et un désir (qui n'existait pas auparavant) d'exterminer des populations entières, la totalité, ou certainement la grande majorité, des vainqueurs anéantiraient leurs ennemis...

Les différents paysages de guerre et de massacre à notre époque font mentir l'idée selon laquelle la guerre elle-même est à l'origine des programmes d'extermination. La guerre a fourni aux tueurs génocidaires en puissance l'occasion d'agir enfin et a par conséquent été une *arène* de massacres mais ce n'est pas la même chose que si elle les avait produits elle-même<sup>17</sup>. (souligné dans l'original)

Pour établir sa position, Goldhagen passe ensuite à des exemples précis de génocide au vingtième siècle afin de séparer les massacres de la guerre<sup>18</sup>. Il écrit par exemple que les pratiques génocidaires de Staline en Union soviétique étaient antérieures à la Deuxième Guerre mondiale et s'apaisèrent d'ailleurs pendant celle-ci. De même, la plupart des massacres perpétrés par Mao en Chine furent révélés lorsqu'il eut le contrôle total du pays. En outre, les massacres au Tibet se déroulèrent pendant l'occupation, et non pendant la guerre. Également, le massacre par les Indonésiens de leur opposition de gauche au milieu des années 1960 se produisit en temps de paix, comme le firent les cas de violence et de massacres en Argentine, au Chili et au Guatemala. Toutefois, le plus important pour ce qui nous occupe est peut-être la première incursion de Goldhagen dans les événements du Rwanda et du Burundi voisin. Il écrit en toutes lettres que « le massacre par les Tutsis d'au moins 100.000 Hutus au Burundi

en 1972 et, en moins grands nombres, en trois autres occasions n'avait rien à voir avec une guerre<sup>19</sup> ». Une telle formulation considérerait alors le génocide rwandais, qui est au cœur du présent article, comme n'ayant pas été provoqué par une guerre mais plutôt par des rapports de force internes à un seul pays.

Maintenant que nous avons examiné la différence importante qui existe entre les cadres conceptuels de Melson et de Goldhagen, nous tenterons de démontrer que le génocide rwandais de 1994 constitue un test important pour les tenants de chaque école de pensée. Les spécialistes ont approché cet exemple aujourd'hui tristement célèbre de génocide sous des angles divers. Pourtant, lorsque nous essayons de prévoir la direction dans laquelle va la recherche contemporaine sur le génocide, nous soutenons qu'une question majeure à laquelle il doit être répondu se ramène à une comparaison des visions divergentes de Melson et de Goldhagen. L'horrible massacre de 800.000 à un million de personnes environ en trois mois est-il dû à la guerre et à la révolution ou est-il le résultat de traits historiques, idéologiques et culturels propres à ce pays d'Afrique centrale ? Pour répondre à cette importante question, nous allons maintenant fouiller dans le passé de ce pays pour voir si les notions de guerre et de révolution sont compatibles avec la réalité historique du Rwanda.

### Le génocide rwandais et la révolution

Si Melson avait écrit son livre après le génocide rwandais de 1994, nous croyons qu'il aurait très vraisemblablement considéré les conditions régnant dans ce pays africain comme révolutionnaires. Comme celle de n'importe quel pays, l'histoire du Rwanda est extrêmement complexe et le manque de place ne nous permet pas un examen plus détaillé de ses innombrables événements significatifs. Si toutefois nous voulons résumer, nous croyons que les vraies raisons du génocide rwandais remontent aux origines même de l'indépendance du Rwanda, un fait sur lequel nous reviendrons un peu plus loin.

Au moment du génocide en 1994, la population du Rwanda se composait de trois ethnies, les Hutus (représentant 85 pour cent environ de la population), les Tutsis (14 pour cent) et les Twas (1 pour cent)<sup>20</sup>. Les pressions socioéconomiques et politiques des années 1990 atteignirent le point de rupture le 6 avril 1994, lorsqu'un avion à bord duquel se trouvaient le président rwandais Juvénal Habyarimana et le président burundais Cyprien Ntaryamira fut abattu alors qu'il s'apprêtait à atterrir à Kigali, au Rwanda<sup>21</sup>. Cet assassinat est maintenant considéré comme le catalyseur du génocide rwandais. La responsabilité de l'attaque reste aujourd'hui un sujet de controverse, certains mettant en cause le Front patriotique rwandais (FPR) dominé par les Tutsis et d'autres en rejetant la responsabilité sur des extrémistes hutus dans la mouvance du gouvernement, prétendant qu'ils essayaient de bloquer les négociations avec le FPR<sup>22</sup>.

Une vague de violence se déclina immédiatement après cet événement. Des extrémistes hutus prirent le contrôle du gouvernement, assassinant les dirigeants poli-

tiques les plus modérés qui auraient pu tempérer l'ardeur au massacre<sup>23</sup>. Aussi bien des Tutsis que des Hutus furent massacrés mais ce furent surtout les Tutsis qui firent les frais de la violence, lorsque des hommes, des femmes et des enfants furent massacrés chez eux ou alors qu'ils essayaient de s'enfuir. Même si le nombre des auteurs et des victimes de ce massacre pendant cette période de 100 jours continue de faire l'objet de controverses, le Centre des Droits de l'Homme des Nations Unies estime que jusqu'à 800.000 personnes furent massacrées, c'est-à-dire près des trois-quarts des Tutsis. Il estime également que jusqu'à 200.000 personnes participèrent au massacre<sup>24</sup>.

Même si Melson n'offre pas de définition précise du génocide, il semble aller de soi que l'effondrement de l'état avec le temps, comme lors du génocide arménien et l'Holocauste, sont des illustrations suffisamment larges pour y rattacher le cas du Rwanda. Il fait valoir, dans un commentaire révélateur, qu'un « régime révolutionnaire a besoin de bâtir un nouveau système de légitimation et de redéfinir l'identité de la communauté politique comme le 'peuple', la 'nation', la 'classe' ou la 'race'<sup>25</sup> ». La période allant de l'indépendance au génocide au Rwanda fut effectivement caractérisée par une telle lutte pour la légitimation et l'identité. Scott Straus fait valoir que les périodes de violence dans toute l'histoire du Rwanda firent apparaître une dynamique de violence identique ou au moins comparable à celle qui allait être à l'œuvre plus tard pendant le génocide<sup>26</sup>. Après avoir décrit de telles périodes, il conclut que la violence contre les civils tutsis monta à la surface pendant les périodes caractérisées par un changement politique imminent, une déstabilisation de la nation et une instabilité du pouvoir politique, qui sont tous des facteurs étayant l'hypothèse melsonienne.

Les périodes de l'histoire dont parle Straus vont dans le sens de ses conjectures<sup>27</sup>. La première période de violence, qui est celle qui précéda l'indépendance rwandaise de la puissance coloniale, alla de 1957 à 1962. Il existait à cette époque quatre acteurs politiques principaux : 1) les autorités coloniales belges, qui avaient traditionnellement soutenu l'aristocratie tutsi mais avaient capitulé devant la pression internationale en faveur de réformes dont bénéficièrent les Hutus ; 2) les traditionnalistes tutsis, qui s'opposaient à des frontières ethniques et s'efforçaient de promouvoir un nationalisme pan-rwandais uni contre les puissances coloniales européennes ; 3) les modérés hutus et tutsis, qui recherchaient un changement progressif via un compromis politique ; et 4) une contre-élite hutu naissante, qui dénonçait l'oppression des Hutus par les autorités tutsi et qui voyait l'indépendance rwandaise comme une chance de redistribution ethnique du pouvoir. À la suite de la mort, aussi subite que mystérieuse, du roi du Rwanda se matérialisa un environnement politique tendu que formaient la décolonisation, une détérioration rapide des rapports entre les autorités nationales et leurs homologues belges et la formation de partis politiques d'opposition. L'arrivée de l'indépendance créa donc des tensions politiques et des incertitudes concernant le pouvoir qui n'étaient pas sans rappeler la chute de la monarchie en Allemagne ainsi

que dans l'Empire ottoman où il fut suivi de l'apparition d'un nouvel État turc plus petit.

En tant que dirigeants politiques, Hutus et Tutsis, devenaient la cible de coups, d'agressions, d'arrestations et de tortures, les attaques se multiplièrent et se propagèrent jusqu'à ce que la violence se retourne contre les civils tutsis, commis principalement par de jeunes hommes hutus. Ce qui reste important à propos de cet épisode historique de violence est le rôle de la Belgique. En s'efforçant de réprimer la violence, la Belgique consolida l'importance politique de l'ethnicité en prenant le parti de l'insurrection des Hutus, allant même jusqu'à restructurer l'administration locale du Rwanda sur la base de critères ethniques<sup>28</sup>. En conséquence, la révolution rwandaise et l'indépendance imminente créèrent une situation d'insécurité sociétale, de bouleversements, d'instabilité et de manœuvres politiques devant l'imminence du changement politique, ainsi que des formes de plus en plus violentes de représailles.

Le deuxième épisode de violence historiquement significative se déroula juste après la révolution rwandaise. Le pays devint en deux occasions différentes le théâtre de massacres, la première fois en 1962 et la deuxième en 1963-1964<sup>29</sup>. Les spécialistes s'accordent pour affirmer que ces massacres, dont furent victimes aussi bien des hommes que des femmes et des enfants, se déroulèrent uniquement sur des bases ethniques, ce qui signifie simplement que les victimes furent massacrées uniquement parce qu'elles étaient des Tutsis<sup>30</sup>. Parmi les tendances à noter figurait un rapport de cause à effet entre les représailles et l'escalade, les attaques par des militants tutsis réfugiés à l'extérieur du Rwanda conduisant à des contre-attaques visant les civils tutsis présents sur le territoire rwandais<sup>31</sup>. Il faut également noter que le massacre de 1963-1964 se déroula dans le contexte de l'érosion du pouvoir et de la fragmentation politique au sein du régime du président Grégoire Kayibanda. Établissant un parallèle avec la dynamique de 1994, Straus explique que « ici comme ailleurs, les autorités menacées recoururent à la violence pour conserver le pouvoir quand celui-ci était le plus instable et en danger<sup>32</sup> ».

Il est important de noter ici que des examens rapides de ces événements ont conduit certains à rejeter la responsabilité sur des notions telles que « vieilles haines tribales » ou « animosité ethnique enracinée ». Des examens plus attentifs des épisodes violents de l'histoire du Rwanda semblent indiquer que rejeter la responsabilité des conflits sur la seule ethnicité est une explication insuffisante pour toutes les dynamiques à l'œuvre à ces époques. Ces derniers comprennent l'érosion du pouvoir politique et la fragmentation de l'administration du président Kayibanda<sup>33</sup>. En outre, dans les exemples historiques mentionnés plus haut, les thèmes liés à l'« ethnicité catégorielle » sont traités par les spécialistes mais en général seulement pour indiquer qu'un groupe fut visé suite à son appartenance ethnique. De telles affirmations, toutefois, n'attirent pas l'attention sur l'utilisation de l'ethnicité comme incitation au meurtre mais plutôt sur son emploi comme indicateur de l'identité des victimes.

La troisième période de violence historique que Straus soumet pour examen, qui survint en 1973, ne fait pas exception. Straus note que, pendant cette période de violence et d'épuration des postes de responsabilité politique pour en éliminer les Tutsis, les autorités gouvernementales réagissaient à des sentiments d'insécurité politique et employaient la violence comme moyen d'exercer le pouvoir<sup>34</sup>. Une fois encore, le conflit ethnique n'est qu'un élément de l'histoire puisque la fragmentation politique à l'intérieur du Rwanda s'accompagnait de l'ascension des militants tutsis exilés dans des pays voisins du Rwanda tels que l'Ouganda. À la différence de ce qui s'était passé en 1963, aucune attaque par des Tutsis ne déclencha de violence en 1973. L'hypothèse avancée est que l'agitation au Rwanda s'expliquait par la violence au Burundi voisin, où une rébellion menée par des Hutus burundais provoqua une contre-attaque sous direction militaire au cours de laquelle entre 100.000 et 200.000 civils hutus périrent<sup>35</sup>. Il est donc par conséquent possible d'avancer l'hypothèse que ces massacres attisèrent à leur tour au Rwanda la crainte et l'insécurité que la guerre civile et les querelles entre partis politiques avaient précédemment déclenchées.

La dernière période historique importante de violence commença en 1990 et allait culminer lors du génocide de 1994. Un aspect surprenant de la phase qui précéda immédiatement le génocide au Rwanda est le fait que, avant 1994, le Rwanda s'était caractérisé par des améliorations de l'infrastructure nationale, la croissance économique, une assistance internationale, des gains diplomatiques et une stabilité politique générale sous le régime du président Habyarimana<sup>36</sup>. En fait, avant le génocide, le Rwanda était considéré comme un modèle de cohérence politique et économique dans une région par ailleurs troublée de l'Afrique orientale<sup>37</sup>. Il semble donc que c'était la vie politique, plutôt que les questions économiques, qui était au cœur du problème. En 1990, une situation de changement politique très tendue, en effervescence depuis les années 1980, au cours desquelles le système politique à parti unique du Rwanda fut abandonné, prit une tournure violente avec une invasion par l'armée rebelle du FPR dominé par les Tutsis le 1<sup>er</sup> octobre 1990<sup>38</sup>. Une idéologie extrémiste apparut, comme l'illustra Léon Mugesera, un idéologue appartenant au parti politique du président Habyarimana, qui dépeignit les Tutsis comme des étrangers au Rwanda et jura qu'ils devraient être renvoyés dans leur vrai pays en Éthiopie via le fleuve Nyabarongo<sup>39</sup>. En particulier, le nationalisme exclusif prôné par les extrémistes hutus s'intensifia au fur et à mesure que la crainte de la puissance militaire des Tutsis croissait.

Le rôle des élites semble être de première importance dans le déclenchement des massacres à grande échelle en 1994. Le rôle des dirigeants et de la population a représenté une importante pomme de discorde depuis les dénonciations des atrocités pendant les cent jours que dura le massacre. L'attention dont ont fait l'objet les élites du Rwanda doit beaucoup à l'ouvrage de Benjamin Valentino qui note qu'ils « virent les événements du début des années 1990 plus généralement comme une menace à la

préservation de la prédominance politique et économique des Hutus. Ils semblent avoir craint non seulement la perte de leurs privilèges personnels, mais aussi un retour au système de domination par les Tutsis qui avait prévalu avant 1959<sup>40</sup> ».

Valentino fait valoir plus loin que les extrémistes hutus citèrent le Burundi comme un exemple de possibilité d'un soulèvement d'une minorité tutsi et d'un massacre de Hutus, faisant remarquer que la communauté tutsi minoritaire au Rwanda avait un puissant allié, l'armée du FPR en Ouganda, une force qui serait utilisée pour massacrer les Hutus majoritaires si on ne l'en empêchait pas<sup>41</sup>. Dans cette perspective, les massacres en masse devinrent donc politiquement utiles pour les élites. La stratégie de massacres n'était par conséquent qu'un autre outil politique dans les mains des élites, un instrument utilisé par celles-ci pour atteindre leurs objectifs politiques et/ou idéologiques prioritaires. D'après le modèle de Valentino, il y a une logique implacable à l'œuvre derrière la prise de décisions par les élites ; il est clair qu'une victoire des Tutsis inaugurerait un revirement de situation et que les dirigeants extrémistes hutus seraient eux-mêmes les premiers à périr. Le discours de ces derniers s'efforça donc de brandir la terreur afin de cimenter le statut politique des Hutus et de préserver le nouveau statu quo. Mugesera, l'idéologue mentionné plus haut, déclara dans une allocution publique « Allons-nous vraiment attendre qu'ils (les Tutsis) viennent nous exterminer ?... Je ne pense pas que nous allons laisser les (les Tutsis) nous tirer dessus<sup>42</sup> ! » Mugesera utilise une telle rhétorique pour exhorter son public à s'unir afin d'écraser toute infiltration de Tutsis, si les Hutus ne veulent pas périr les premiers : « N'ayez pas peur. Sachez que celui dont vous ne tranchez pas le cou est celui qui tranchera le vôtre<sup>43</sup> ». Ce faisant, il ouvre la porte à une représentation du génocide comme l'instinct de conservation. Encore une fois, le nationalisme exclusif des élites ressemble au processus d'édification de l'état dans l'Europe du seizième siècle où des massacres religieux, fomentés par des partis affiliés aux confessions catholique et protestante du Christianisme, furent les précurseurs des massacres ethniques d'aujourd'hui<sup>44</sup>. Revenant une fois de plus à Melson à propos du lien entre révolution et génocide, il est important de noter qu'il souligne que toutes les révolutions ne mènent pas à un génocide<sup>45</sup>. Nous parlons au contraire de la possibilité accrue, pas d'une prédiction, dans le même sens que Jack Snyder examina l'accroissement de la probabilité d'une guerre au fur et à mesure que les états opèrent leur transition vers la démocratie. Ici, il émet l'hypothèse que le triomphalisme électoral apparaît lorsque les états renversent les régimes oppressifs, créant à leur tour une violence internationale car le pouvoir conféré à la majorité euphorique peut conduire à la violence génocidaire<sup>46</sup>.

## Le génocide du Rwanda et la guerre

La relation entre génocide et guerre de Melson paraît plus problématique dans le cas du Rwanda<sup>47</sup>. Les premiers documents publiés à propos du génocide rwandais

de 1994 étaient focalisés tout particulièrement sur le tourbillon intérieur et, à cause de cela, il s'écoula un certain temps avant que les spécialistes placent le massacre dans un contexte régional et bien sûr international. L'idée de la guerre en tant que variable majeure au Rwanda apparut lentement et par intermittence dans le monde de la recherche, au fur et à mesure que les spécialistes ont pu mener des études sur le terrain pendant des périodes plus paisibles et recueillir des informations auprès aussi bien des auteurs de crimes que des victimes. Il est certain que Goldhagen a une plus grande marge de manœuvre pour présenter ses arguments lorsqu'une guerre peut être prise en compte dans l'histoire d'un génocide.

Même si nous ne pouvons, dans ce court article, passer en revue toute la bibliographie publiée pendant la période de presque vingt ans qui s'est écoulée depuis le génocide rwandais, nous avons choisi d'appliquer à celui-ci plusieurs ouvrages importants que nous considérons comme représentatifs. L'un des premiers (et des plus influents) écrivains sur le génocide rwandais, Gérard Prunier se concentre sur l'histoire et la géographie, soulevant des questions telles que l'influence coloniale sur la définition de Hutu et de Tutsi, celle de la pénurie de terres et les effets de la forte densité de population. Ce qui est très important, c'est que Prunier fait valoir qu'il n'y avait aucune trace de violence entre Hutus et Tutsis avant l'arrivée des Européens, qui inaugura ce qu'on peut considérer comme un passé mythique et un récit de l'existence d'une division ethnique qui finirait par entraîner un génocide<sup>48</sup>. Les aspects internationaux du génocide rwandais sont centrés sur la diaspora, de nombreux Tutsis s'étant réfugiés dans les pays voisins, y compris l'Ouganda.

Alors que les auteurs d'ouvrages ultérieurs mettent plus l'accent sur la guerre et le génocide, Prunier place carrément les événements de 1994 dans un récit de guerre qui commence par l'invasion d'octobre 1990 par le FPR venu d'Ouganda<sup>49</sup>. Après un examen du rôle de la France et de la Grande-Bretagne dans la situation dangereuse, il passe à la détérioration de la situation politique intérieure examinant la violence tribale au Rwanda en 1994 :

Si les tribus n'existaient pas, il faudrait les inventer. Dans un monde où l'analphabétisme reste la règle, où la majorité de la population a des horizons limités par ses particularismes, où les idéologies sont des gadgets étrangers bizarres réservés aux intellectuels, la solidarité est mieux comprise en termes de communauté fermée. Ces sentiments de groupe positifs (ou négatifs) sont à leur tour manipulés par les élites dans leurs luttes pour le contrôle de ressources financières, culturelles et politiques rares, voire même s'amenuisant<sup>50</sup>.

Dans une telle perspective, le nœud du problème de ce génocide est la manipulation d'une population malléable par les élites dans un pays surpeuplé où le FPR était le souci dominant des Hutus. Les élites purent ainsi convaincre les masses paysannes hutus qu'« elles n'avaient pas d'autre choix que le meurtre pour se protéger d'un mal à la fois anonymement abstrait et incarné dans le voisin le plus ordinaire<sup>51</sup> ». En outre, cette dynamique interne était renforcée par le chaos qui régnait au sud, au

Burundi, où l'armée tutsi organisa un massacre de Hutus et où des centaines de milliers de personnes franchissaient la frontière sud du Rwanda pour y trouver un refuge contre l'assaut des Tutsis. Par conséquent, quand le président Habyarimana périt dans l'accident d'avion de 1994, la crainte des Tutsis, l'Autre, s'intensifia. Comme l'indique Prunier, « le meurtre devint un acte d'autodéfense parce que l'incarnation du mal menaçait alors de détruire la paisible république démocratique agrarienne hutu<sup>52</sup> ». Même si une armée d'invasion du FPR venant du Nord et une armée de réfugiés venant du Sud constituent un élément important de l'histoire du génocide, le récit de Prunier se focalise principalement sur la dynamique interne.

Trois ans après, Philip Gourevitch publia son œuvre énormément populaire<sup>53</sup>. Ce récit s'appesantit très peu sur les dimensions politiques internationales du génocide. Il se focalise au contraire sur la dynamique interne en accordant une attention particulière au rôle joué par les élites extrémistes hutus dans l'encouragement du soulèvement qui tourna au génocide.

En 2001, la publication du livre de Mahmood Mamdani orientait la recherche sur le Rwanda dans de nouvelles directions<sup>54</sup>. Contrairement à Gourevitch, Mamdani examina la dynamique Hutus-Tutsis sous l'angle spécifique de la création d'une peur sociale, une dynamique qui fut grandement affectée par la situation dans les pays limitrophes. Le récit de Mamdani des premières années de l'indépendance se focalise sur la nature inhabituelle de la diaspora qui naquit lors de l'indépendance. Cette diaspora devint principalement tutsi, suite au changement des rapports de force entre la majorité hutu et la minorité tutsi. Pendant cette transition, la minorité perdit l'ascendant politique que lui avait conféré la puissance coloniale belge. En conséquence, ses membres commencèrent à quitter le Rwanda par peur, devenant, suivant la formule de Mamdani, « partout une ethnie étrangère<sup>55</sup> ». Il n'est donc pas tellement exagéré de considérer les Tutsis comme un équivalent du Juif errant. Apatrides en Afrique centrale, sans perspective de retour dans leur pays natal et à la merci d'autres entités politiques et groupes ethniques, les Tutsis en exil étaient, dans tous les sens du mot, des sans-abri. L'Ouganda devint pour beaucoup une deuxième patrie, ainsi qu'un refuge leur permettant de préparer leur retour. « L'an prochain à Kigali » devint l'équivalent de « l'an prochain à Jérusalem ».

En plus de l'Ouganda, les réfugiés tutsis partirent pour le Congo, le Burundi et la Tanzanie, un fait qui donna naissance à des craintes compréhensibles d'une cinquième colonne à l'intérieur du Rwanda même. Dans ce scénario, qui, soit dit en passant, est courant dans toute l'histoire, l'ennemi de l'extérieur est allié à celui de l'intérieur. Le résultat est que la crainte de la subversion et bien sûr de la destruction des mains de cette alliance contre nature crée une tension insupportable. Cette possibilité est admirablement résumée par Mamdani lorsqu'il parle de la motivation du génocide :

C'est pour cela qu'il est nécessaire de reconnaître que ce ne fut pas l'avidité, pas même la haine, mais *la peur* qui fut la raison pour laquelle les multitudes répondirent à l'appel du Pouvoir hutu plus la guerre se rapprochait de chez elles. Les extrémistes du Pouvoir hutu l'emportèrent non parce qu'ils promirent aux agriculteurs plus de terres s'ils tuaient leurs voisins tutsis, ce qu'ils firent, mais parce qu'ils leur dirent que l'alternative serait de laisser le FPR se saisir de leurs terres et les restituer aux Tutsis qui avaient été expropriés après 1959<sup>56</sup>. (souligné dans l'original)

Une observation ultérieure de Mamdani réaffirme ce thème, lorsqu'il écrit avec beaucoup de concision « ils pensent qu'ils n'ont le choix qu'entre tuer et être tués<sup>57</sup> ». Il est donc convaincu que le génocide se résuma essentiellement à la crainte d'une transformation radicale du corps politique, avec les Hutus craignant d'être menacés par la possibilité d'une invasion et/ou par ce qui était perçu comme le droit au retour des Tutsis. D'après Mamdani, ni la rareté des ressources ni les variables culturelles (par exemple, la « culture d'obéissance » du Rwanda) n'explique cette explosion de massacres. Pour lui, la réponse réside dans la guerre et le déplacement d'un habitant sur sept du pays, un facteur qui engendra la vaste diaspora rwandaise et entraîna simultanément un rassemblement de Hutus qui, craignant pour leur vie, s'enfuirent du Burundi. La débandade de l'armée rwandaise face au FPR accrut la violence lorsque des détachements paramilitaires se joignirent simplement au massacre. Selon la logique prédominante qui semble être apparue, si on ne pouvait battre l'ennemi qui était aux portes, on pouvait au moins battre l'ennemi intérieur. Cette notion allait justifier la nature publique du génocide. Elle conduit également Mamdani à déclarer que c'est la raison pour laquelle des institutions telles que les églises et des participants tels que des membres du personnel hospitalier, des enseignants et même des travailleurs humanitaires facilitèrent le massacre<sup>58</sup>. Il écrit que de telles entités, normalement les pourvoyeurs de refuge, devinrent les pourvoyeurs les plus enthousiastes de mort. Sa réponse à cette énigme devient une variante du paradoxe guérison/meurtre que nous associons souvent au rôle des docteurs nazis pendant l'Holocauste. Même si une mise en garde s'impose à propos du fait que les spécialistes du Rwanda ne sont peut-être pas tous d'accord avec le point de vue exprimé par Mamdani dans ce domaine, ce dernier parle longuement du rôle d'institutions telles que l'Église dans le génocide<sup>59</sup>. Selon Mamdani, ce sont la guerre et la crainte d'une révolution qui transformerait radicalement leur monde qui semblent en fin de compte avoir motivé ceux qui considéreraient qu'ils avaient le plus à perdre dans la redistribution du pouvoir au Rwanda. Ils utilisèrent alors la peur et enrôlèrent des tueurs dans leur cause<sup>60</sup>. Il est certain que le récit que Mamdani fait du génocide s'intègre bien dans le cadre conceptuel plus général de Melson.

Les ouvrages plus récents consacrés au génocide rwandais s'appuient sur une recherche approfondie menée sur place, y compris des entretiens avec des survivants et, ce qui est encore plus fascinant, avec des participants et des témoins. Parmi ces ouvrages, celui de Straus mentionné plus haut, se distingue particulièrement. Comme Mamdani, Straus examine d'abord la place de la guerre :

S'il n'y avait pas eu de guerre au Rwanda, il n'y aurait pas eu non plus de génocide (par guerre, j'entend la guerre civile qui se déclencha le 7 avril 1994 à la suite de l'assassinat du président, et que les extrémistes étaient en train de perdre). La guerre est importante pour plusieurs raisons. D'abord, elle offrait ce qui était essentiel pour les massacres de masse : la sécurité... Ensuite, la guerre légitimait les massacres... Enfin, la guerre qui se déroula pendant le génocide était acharnée et défensive. Elle créa ainsi un climat de profonde incertitude et d'insécurité<sup>61</sup>.

Straus déclare ensuite « En bref, la guerre sous-tendit la logique du génocide, légitima les massacres, rendit les extrémistes plus forts et conduisit les spécialistes de la violence à s'engager dans l'arène politique intérieure<sup>62</sup> ». En même temps, il indique clairement que ses recherches illustrent le fait que le génocide n'avait rien à voir avec « les préjugés ethniques, les antipathies ethniques préexistantes, la manipulation par la propagande raciste ni l'engagement nationaliste<sup>63</sup> ». Dans une affirmation rappelant l'ouvrage de Christopher Browning sur le rôle des hommes ordinaires comme génocidaires, Straus déclare que « Les auteurs du génocide au Rwanda n'étaient pas particulièrement insensés, sadiques, odieux, pauvres, incultes, engagés idéologiquement ni jeunes<sup>64</sup> ». S'il a raison, il s'ensuit également que les spécialistes qui se focalisent sur les idéologies, comme Goldhagen, et sur les régimes autoritaires ont tort dans l'exemple du Rwanda.

Les conclusions de Straus sont remarquablement similaires à l'argument de la banalité du mal avancé pendant le procès Eichmann par Hannah Arendt<sup>65</sup>. Elles adhèrent également aux résultats des travaux de spécialistes des génocides tels que James Waller, voyant un potentiel génocidaire chez tous les hommes<sup>66</sup>. Les études empiriques de Straus semblent confirmer le livre bien connu d'Ervin Staub qui insiste également sur le caractère courant du potentiel génocidaire<sup>67</sup>. Lorsque Straus rejette vigoureusement « l'animosité ethnique préexistante, les préjugés généralisés, les convictions idéologiques profondes, l'obéissance aveugle, le dénuement, voire même l'avidité », il s'aligne sur les positions des auteurs mentionnés plus haut qui nient l'importance de la culture et des arguments historiques à chaîne longue du type qui caractérise les travaux de Goldhagen et de nombreux autres<sup>68</sup>. Pour Straus, « dans leur écrasante majorité, les auteurs de massacres dans les zones rurales étaient des citoyens ordinaires. Ils étaient des pères de famille, maris et agriculteurs ayant des niveaux moyens d'éducation et aucun antécédent de violence<sup>69</sup> ».

Dans le paragraphe final du livre, Straus réfléchit sur une question qui lui est souvent posée à propos des génocides à savoir si n'importe qui est capable de commettre un génocide et qu'un tel événement pourrait se produire n'importe où. Il ne répond pas directement mais il maintient qu'« une assertion plus exacte est qu'un génocide tend à se produire dans des conditions particulières<sup>70</sup> ». Pour ce qui nous occupe, une de ces conditions particulières serait une guerre et nous prétendons que cette possibilité est confirmée par un grand nombre des auteurs évoqués plus haut.

Un autre ouvrage similaire à celui de Christopher Browning est celui de Lee Ann Fujii<sup>71</sup>. Ses recherches basées sur des entretiens rejettent elles aussi fermement

les arguments de haine ethnique comme source du génocide au Rwanda. Elle lie toutefois ses propres travaux à Browning en appuyant et en appliquant les conclusions de celui-ci notant qu'il « explique comment les plus ordinaires des citoyens devinrent des tueurs à la chaîne, attirant l'attention non sur l'idéologie, l'antisémitisme ni l'obéissance à l'autorité mais sur les obligations qu'ils ressentent envers leurs camarades soldats, c'est-à-dire leur réticence à laisser le « sale boulot » aux autres<sup>72</sup> ».

L'argument de Fujii se ramène essentiellement au besoin d'appartenir à un groupe et de parvenir à une identité collective. Cette attitude incitera une personne à adopter un large éventail de comportements, y compris perpétrer des massacres en masse<sup>73</sup>. Allant de Browning à Fujii, cette école de pensée conclut que, depuis les Nazis en Pologne jusqu'aux Hutus au Rwanda, les massacres relèvent de la dynamique de petit groupe : le besoin d'appartenir au groupe avec lequel vous dinerez ce soir et vous vous réveillerez demain pour une autre journée de massacres en masse. Pour Fujii, non seulement la haine ethnique passe au second plan mais il n'y a de sa part aucune tentative de confirmer ou rejeter la guerre en tant que variable, comme le font Melson et Straus. On ne peut vraiment pas non plus se servir de ses travaux pour appuyer la thèse de Goldhagen, qu'elle mentionne dans sa bibliographie mais pas dans l'index. En outre, nous n'y avons pas trouvé de véritable effort visant à soulever la question du potentiel génocidaire de chacun ou à y répondre.

### Le génocide rwandais et l'idéologie culturelle

Dans la conclusion de son livre, Straus cite d'un ton approbateur l'ouvrage de Robert Jay Lifton *The Nazi Doctors: Medical Killing and the Psychology of Genocide*, sans faire de commentaires à propos de ceux qui ont critiqué Lifton, « L'inquiétante vérité psychologique est que la participation à des massacres n'exige pas des émotions aussi extrêmes ou diaboliques que celles qui sembleraient convenir à une entreprise aussi cruelle... Des gens ordinaires peuvent commettre des actes diaboliques<sup>74</sup> ». Toutefois, comme s'en sont plaints les critiques de Lifton, s'entretenir avec les auteurs de crimes odieux longtemps après les événements eux-mêmes (qu'il s'agisse de l'Holocauste ou, du génocide du Rwanda), comporte en soi le type de risques qui peut influencer les résultats. Michael Burleigh, un des premiers critiques de Lifton, fit remarquer que ce qu'il appelle « prendre le café et des petits gâteaux » avec d'anciens médecins nazis après la Deuxième Guerre mondiale implique s'entretenir dans l'Allemagne « nouvelle » avec des médecins qui avaient eu de nombreuses années pour répéter ce qu'ils allaient dire et apparaître, comme des médecins ordinaires<sup>75</sup>. Comme dans le cas de l'Allemagne, les génocidaires du Rwanda avaient moins de chances de confesser une haine préexistante des Tutsis aux chercheurs qui s'entretenaient avec eux un certain nombre d'années après le génocide. Ils avaient également moins de chances d'admettre, ou peut-être même de réaliser, les subtilités de la motivation des massacres par des visions démoniaques des « diaboliques Tutsis ». Compte tenu de cela, le fait que

Straus comme Fujii arrivent à des conclusions qui mettaient en avant des facteurs autres qu'idéologiques, n'est pas du tout surprenant. Pour reprendre la terminologie de Burleigh, cela serait l'équivalent rwandais de prendre le café et des petits gâteaux avec des tueurs rwandais à un moment où admettre une telle haine serait passé de mode. Dans ce type de recherches, les admissions de pression sociale, la dynamique de groupe et le désir d'appartenance à un groupe l'emporteront toujours sur l'admission de l'idéologie et d'une haine inextinguible. Contrairement à Fujii, Straus va, au-delà de la dynamique du village pour examiner les questions plus larges de la guerre, de la révolution, de la violence et du génocide. En cela, ses travaux, à côté de ceux de Mamdani, semblent étayer l'hypothèse initiale de Melson quant au triptyque révolution, guerre et génocide.

Cela signifie-t-il toutefois que la thèse de Goldhagen selon laquelle le génocide commence dans l'esprit des hommes, la guerre et la révolution étant moins significatives que la particularité d'une culture et d'une idéologie<sup>76</sup> ? Nous ne pouvons pas, à ce stade, aller aussi loin en dépit du manque d'évidence de l'expérience rwandaise. Goldhagen n'est pas le seul à souligner l'importance de la culture et du contexte, ainsi que l'impossibilité d'« universaliser » les massacres pour en faire des modèles de révolution et de guerre. Il a été en butte à des critiques impitoyables lui reprochant d'avoir introduit le comportement génocidaire des Allemands dans un antisémitisme « éliminationniste » qui aurait atteint de nouveaux sommets en Allemagne, ainsi que de tenir l'Église catholique et certains textes religieux pour responsables d'attaques idéologiques à l'encontre des Juifs<sup>77</sup>. Il a toutefois ses partisans, y compris David Kertzer. Écrivant en réponse à l'apologia de l'église Catholique *We Remember. A Reflection on the Shoah*, qui a souligné une distinction entre l'antisémitisme religieux et, de nos jours, l'antisémitisme racial, Kertzer soutient néanmoins que les distinctions possibles entre les attitudes religieuses et raciales sont moins importants que les liens qui les unissent<sup>78</sup>. Des distinctions importantes existent entre Goldhagen et Kertzer, le premier met l'emphase sur une forme allemande particulièrement virulente d'antisémitisme éliminationniste et le dernier stresse l'antisémitisme comme outil de la papauté contre la menace du modernisme de l'après-Révolution française. Cependant, tous les deux acceptent l'aphorisme que le génocide commence dans l'esprit des hommes, comme les images culturelles nuisibles des Juifs, ouvrent la porte au génocide du milieu du vingtième siècle.

De même, l'éminente historienne Isabel Hull, tout en rejetant l'antisémitisme éliminationniste comme source du génocide, a soutenu que la culture militaire allemande encouragea et actualisa le massacre de peuples jugés inférieurs. Ce qui est considéré comme le premier génocide du vingtième siècle, le massacre des Herero et Nama dans le Sud-ouest africain (maintenant Namibie) par les forces armées allemandes en témoigne<sup>79</sup>. Plus récemment, dans un nouveau livre accablant qui traite ces mêmes événements, David Olusoga et Casper W. Erichsen déclarent qu'une va-

riété typiquement germanique de racisme colonial, affectant non seulement les élites coloniales mais aussi les colons allemands ordinaires, est plus importante que le comportement de quelques hommes incarnant le mal et, par voie de conséquence, plus importante que la révolution et la guerre<sup>80</sup>.

De ces exemples, l'Allemagne nazi, le Vatican de l'après-Révolution française et la Namibie coloniale, nous observons un lien commun qui suggère que les facteurs culturel et idéologique précipitent le génocide<sup>81</sup>. Ce lien commun présente un argument puissant qui défie la réduction du génocide rwandais aux arguments structureaux qui inclue (à la Straus) ou exclue (à la Fujii) la guerre mais qui collectivement n'accordent peu d'importance à la culture ni à l'idéologie dans le massacre de 1994. Ici, comme mentionné plus haut, nous trouvons un décollage entre le génocide namibien de 1904 et le génocide rwandais de 1994 car l'idéologie culturelle joue un rôle important au premier mais pas au deuxième. Un tel écart est révélateur, et étant donné l'intérêt croissant que les facteurs cultureaux jouèrent un rôle central au premier génocide africain du vingtième siècle, nous nous demandons pourquoi le paradigme Goldhagen n'a reçu qu'un bref examen par rapport au Rwanda.

## Conclusion et recommandations

En dépit de recherches qui montrent les événements structureaux telles que la révolution et la guerre comme facteurs déclencheurs du massacre, nous ne pouvons pas conclure que le dernier mot sur le génocide rwandais soit écrit. Nous ne pouvons pas rendre ce verdict jusqu'à ce que des recherches innovatrices soient devisées qui pourraient éliminer les éléments problématiques de la recherche de base, en particulier le fait que la plupart des examens sont conduits des années, si non pas des décennies, après l'événement. Jusqu'à l'arrivée des méthodes pionnières qui pourraient explorer les génocides modernes plus rapidement, nous ne pouvons pas contrer la critique du « café et des petits gâteaux » de Burleigh d'entretenir les survivants du génocide dans un environnement décontextualisé. Répondre à un tel critique est un défi important dans ce domaine dans la mesure où les techniques de prévention de génocide reflètent la perspective du praticien sur pourquoi des génocides se produisent ; la plupart des avis remontent au structuralisme ou à des explications d'idéologie culturelle. D'un côté, les structuralistes comme Melson, blâme le génocide sur des conditions ou événements spécifiques, pourraient recommander les réponses structurelles au génocide, comme les changements politiques ou les modifications de définitions. Par exemple, comme la définition d'intérêt national s'est élargie au temps moderne à inclure le risque inhérent de permettre une violence de masse sans entrave à s'étendre au-delà des frontières nationales, l'avis structuraliste recommanderait des changements politiques qui chercheraient à ostraciser ou arrêter les auteurs de cette violence comme un élément d'intérêt national d'un pays<sup>82</sup>. D'autres recommandations structurelles pour éviter le génocide ciblent « la pauvreté et l'inégalité, la croissance démo-

graphique et 'l'explosion de jeunesse', le nationalisme ethnique, et le changement climatique comme... les conducteurs (principaux) de la violence meurtrières<sup>83</sup> ».

Pourtant, Goldhagen avertit que les explications structurelles du génocide avaient obtenu un « statut quasi consensuel<sup>84</sup> ». Avec Goldhagen, nous pensons que ce consensus pourrait être dangereux car, comme nous l'avons souligné, il est difficile de prouver sans l'ombre d'un doute que les explications structurelles, même les explications irréfutables et avec preuves comme la révolution ou la guerre, puissent toujours expliquer l'occurrence du génocide. Si les préoccupations que nous avons soulevées au sujet des faiblesses des données qui soutiennent l'hypothèse melsonienne étaient vraies, alors les explications structurelles pour prévenir les futurs génocides pourraient également se décomposer. En plaçant la responsabilité du génocide sur la culture et l'idéologie, Goldhagen insiste sur l'importance des croyances personnelles. Contrairement aux structuralistes, son emphase sur l'éliminationisme génocidaire comme le plus grand problème moral de notre temps l'oblige à rejeter l'idée d'intérêt national en affirmant que « les invocations de l'intérêt national facilite régulièrement le massacre de masse en rationalisant une réponse passive<sup>85</sup> ». Ignorant la critique que les arguments moraux se décomposent dans l'élaboration des politiques, il affirme en outre que de tels arguments peuvent faire du bien pratique car on peut plus facilement rallier l'opinion publique en faisant appel à la conscience, et non pas aux intérêts nationaux.

Compte tenu de ces considérations, étudier les preuves des hypothèses de Goldhagen ou de Melson revêt une nouvelle importance. Il semblerait que les deux côtés demandent des réponses différentes, voire incompatibles, pour éviter le génocide à l'avenir. L'emphase de Goldhagen sur le moralisme extrême n'est pas sans risques, comme la rhétorique hyperbolique et les recommandations absolutistes. La violence éliminationniste est-elle vraiment la plus grande menace de notre temps, comme l'affirme Goldhagen ? En outre, comment peut-on vérifier une telle théorie en raison des lacunes sérieuses de recherches de données en temps non-réel ? Le besoin de sécurité des chercheurs est compréhensible, mais le laps de temps dans les entretiens du génocide, présente un défi majeur dans l'accumulation des données précises.

Nous recommandons fortement que le développement de méthodes de collecte de données, en temps réel, devient une priorité pour les recherches futures sur le génocide. Il est intéressant que l'avènement de la technologie peut avoir des implications intéressantes dans ce domaine et peut même faire la lumière sur le débat Goldhagen/Melson. L'intégration de nouvelles technologies dans la recherche sur les droits de l'homme se développe. Par exemple, les organisations comme le *Satellite Sentinel Project* (SSP) combine l'imagerie satellite, l'imagerie par un schéma de données et l'information à partir de sources terrestres dans le but de dissuader et de documenter les atrocités collectives au Soudan<sup>86</sup>. Le SSP marque le premier effort public à analyser, surveiller, et signaler systématiquement les menaces à la sécurité humaine en

temps quasi réel. Nous suggérons que, compte tenu du bon cadre de recherches, de nouvelles sources d'information comme des logiciels *crowdsourcing*, les médias sociaux, créer les outils analytiques de « grandes données » révélateurs, ou les bases de données de discours haineux peuvent également susciter des nouvelles idées dans le domaine du génocide.

Les médias sociaux, qui renvoient à la création et au partage de contenu généré par l'utilisateur sur les réseaux et plateformes virtuelles interactives sont maintenant utilisés dans différents moyens innovateurs dans les domaines de la sécurité et de l'assistance humanitaire<sup>87</sup>. Par exemple, de nouvelles recherches de la *Harvard Medical School* suggèrent que l'accumulation de « tweets » sur le réseau social Twitter pourrait aider les ambulanciers dans l'identification des crises sanitaires imprévues comme les attentats du marathon de Boston<sup>88</sup>. Par conséquent, ces chercheurs suggèrent que les tweets peuvent être utiles en cas d'urgence s'ils sont intégrés dans les systèmes à l'échelle nationale. Les médias sociaux ont été utilisés également lors des catastrophes humanitaires à des fins allant de la dissémination d'information sur des événements en Asie du Sud-est pour le suivi de la distribution en temps réel de la nourriture durant les inondations pakistanaises de 2010<sup>89</sup>. La montée croissance des médias sociaux a également entraîné les logiciels libres et à code ouvert (c'est-à-dire la mise à jour par les usagers) pour la collecte des données et de cartographie visuelle, *Ushahidi*<sup>90</sup>. Ce logiciel, créé après les élections kenyanes de 2007, recueillait des témoignages de violence rapportés par mail et messages texte pour produire un diagramme standardisé de Google diagrammes cartes. *Ushahidi*, maintenant élargi, permet aux témoins locaux à présenter des rapports par téléphones portables ou par Internet, en créant simultanément une archive géospatiale et en temps réel des événements. Ce concept, appelé *crowdsourcing*, utilise une combinaison de journalisme citoyen, l'activisme social, et l'information géospatiale aux fins de la responsabilité publique et de la prévention de la violence.

Autres sources de données émergentes incluent la technologie de collecte de données de pointe telle que celle utilisée par le *State Department's Bureau of Conflict and Stabilization Operations*. Le Bureau, en soutenant qu'une telle technologie réduit les coûts matériels et financiers des conflits, analyse « les grands ensembles de données' ainsi que les données générées par 'la société civile' qui sont essentiellement la somme des schémas, des comportements humaines, des signaux électroniques, et des éléments des médias sociaux<sup>91</sup> ». Un obstacle potentiel à intégrer ces nouvelles sources des données est le fait que les auteurs de violence en masse dans les pays en voie de développement n'ont pas d'accès à l'Internet et donc ils ne cesseraient pas le génocide simplement en envoyant des messages texte ou pour mettre à jour leurs profils sur les médias sociaux. Pourtant, une telle situation peut être résolue en utilisant des outils de collecte d'information de pointe comme *Senturion*, un instrument d'analyse prédictive des « grandes données » créé en collaboration avec la *National Defense Univer-*

sity<sup>92</sup>. En dépit du manque de la disponibilité des données cybers dans les pays en voie de développement, cette technologie y est employée en exploitant les sources économiques qui analysent « ce que les gens achètent dans les magasins, quels types de voitures ils conduisent, quels types de téléphones ils utilisent, les flux de réfugiés, la direction de leur mouvement, et l'utilisation des portables<sup>93</sup> ». Les tendances telles que « où les chefs d'entreprise se réunissent, de quoi ils parlent, où sont les chefs religieux, les sermons, les déclarations politiques et religieuses, les réunions publiques, [et] les déclarations dans les secteurs du commerce et des affaires » ont été recueillies dans des pays précédemment explorés mais moins développés comme la Syrie<sup>94</sup>. Compte tenu des thèmes de recherche mentionnés dans la littérature génocidaire rwandaise, les informations sur la période pré-génocidaire de ce pays aurait été utile pour tester l'hypothèse structuraliste de Melson ou pour fournir de nouvelles preuves au débat.

Nous estimons que de telles sources, qui ne sont pas sans leurs problèmes et restrictions, sont mûres de données pour la recherche génocidaire. Certaines limitations à ces nouvelles sources cybers sont prévues, comme la perturbation des réseaux technologiques pendant une flambée de violence, la difficulté de la vérification d'exactitude, et la manipulation délibérée des sources d'information par des tiers. En outre, de nouvelles sources d'information ne soutiennent pas nécessairement une théorie particulière du génocide. « *Hatebase* », une base de données *crowdsources* du discours haineux multilingue, visant à cataloguer des mots et des phrases incendiaires qui peuvent signaler les premiers stades du génocide<sup>95</sup> ». Bien qu'une telle base de données offre certains avantages, enregistrer une nouvelle insulte ne constitue pas en soi que l'énoncé a été initié par des élites politiques dans un climat révolutionnaire à la manière de Melson, ni que cette insulte a à son origine une influence idéologiquement génocidaire à la Goldhagen.

Malgré la difficulté de concevoir des moyens d'utiliser convenablement ces nouvelles sources d'information pour les analyses de futurs génocides, nous estimons que le potentiel pour étayer les théories établies du génocide avec des groupes de nouvelles données est trop important pour être ignoré. Dans notre cas, l'accès à de telles informations peut certainement avoir répondu à des préoccupations que nous avons soulignées sur l'exactitude des discussions de « café et des petits gâteaux » avec les génocidaires rwandais des années après avoir commis les actes de violence en masse<sup>96</sup>. Bien que les génocidaires, des tueurs rwandais aux docteurs nazis, pourraient utiliser le temps qui suit un génocide pour justifier leur comportement à eux-mêmes et aux enquêteurs, les données du génocide en temps réel auraient pu vérifier leurs déclarations. Autrement dit, l'information *crowdsourced* et les discours haineux postés sur réseaux de médias sociaux seraient datés et devraient être expliqués. Il est de notre avis que les nouvelles technologies de collecte d'information, qui ne peuvent donner qu'un aperçu de la dynamique génocidaire, pourraient se compléter, et non pas en concu-

rence, avec les méthodes de recherche traditionnelle employées par les chercheurs comme Straus et Fujii. L'intégration de ces nouvelles sources de données en temps réel aux recherches génocidaires dans des méthodes bien encadrées et éthiquement responsables peuvent apporter de nouvelles dimensions à la motivation au génocide car les données restent figées malgré le passage du temps ou le développement d'une conscience coupable.

Le domaine de la recherche sur le génocide a bénéficié du désaccord entre le structuralisme de Melson et l'idéologie de Goldhagen. Ceci a incité la recherche à atteindre de nouveaux sommets basée sur les deux théories. De cette manière, poursuivre et élargir le débat sur le génocide en intégrant des données en temps réel offrira de nouvelles perspectives aux chercheurs traditionnels. Désormais, le défi consiste maintenant à concevoir des façons d'intégrer de grandes quantités des données d'une manière utile. Cette question renforce la notion que l'érudition traditionnelle, qui met l'emphase sur l'analyse et le débat scolastique, est indispensable même dans l'ère de la technologie. Sur ce point, nous recommandons une mise en commun des ressources du domaine de la recherche sur le génocide et d'autres domaines, tels que la technologie de l'information, pour étayer soit Melson ou Goldhagen, mais aussi pour avoir meilleure idée des forces motivantes du génocide et, par conséquent, prévenir de futures atrocités.

## Notes

1. MELSON, Robert, *Revolution and Genocide: On the Origins of the Armenian Genocide and the Holocaust*, Chicago : University of Chicago Press, 1992.
2. GOLDHAGEN, Daniel Jonah, *Worse than War: Genocide, Eliminationism, and the Ongoing Assault on Humanity*, New York : Public Affairs, 2009.
3. KATZ, Steven T., *The Holocaust in Historical Context*, vol. 1, *The Holocaust and Mass Death before the Modern Age*, Oxford, UK : Oxford University Press, 1994.
4. MELSON, *Revolution and Genocide*, pp. 16–25, pp. 264–78.
5. DOUTHAT, Ross, « Democracy's Collateral Damage », *New York Times*, 15 octobre 2011, [www.nytimes.com/2011/10/16/opinion/sunday/douthat-democracys-collateral-damage.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2011/10/16/opinion/sunday/douthat-democracys-collateral-damage.html?_r=0) ; et WERTHMULLER, Kurt J., « Copt's Murder a Test of Egypt's New Anti-Discrimination Law », *National Review Online*, 31 octobre 2011, [www.nationalreview.com/corner/281728/copts-murder-test-egypts-new-anti-discrimination-law-kurt-j-werthmuller](http://www.nationalreview.com/corner/281728/copts-murder-test-egypts-new-anti-discrimination-law-kurt-j-werthmuller).
6. MELSON, *Revolution and Genocide*, p. 18.
7. MARX, Anthony W., *Faith in Nation: Exclusionary Origins of Nationalism*, New York : Oxford University Press, 2003.
8. MOORE, R. I., *The Formation of a Persecuting Society: Power and Deviance in Western Europe, 950–1250*, Oxford, UK : Blackwell Publishers, 1987.
9. FURET, François, *Interpreting the French Revolution*, trans. FORSTER, Elborg, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1981.
10. MELSON, *Revolution and Genocide*, p. 19.
11. *Id.*
12. GOLDHAGEN, Daniel Jonah, hôte, et DEWITT, Michael, réalisateur, *Worse than War: Genocide, Eliminationism, and the Ongoing Assault on Humanity*, Arlington, VA : PBS, 2010, DVD.
13. GOLDHAGEN, *Worse Than War*, p. 485.
14. GOLDHAGEN, Daniel Jonah, *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*, New York : Alfred A. Knopf, 1996.
15. GOLDHAGEN, Daniel Jonah, *A Moral Reckoning: The Role of the Catholic Church in the Holocaust and Its Unfulfilled Duty of Repair*, New York : Random House, 2002.
16. *Id.*, p. 77.

17. GOLDHAGEN, *Worse than War*, p. 42.
18. *Id.*
19. *Id.*, p. 43.
20. Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (UHRC), « Genocide in Rwanda », *UHRC News Bulletin*, 26 mai 2009, [www.unitedhumanrights.org/2009/05/the-genocide-in-rwanda](http://www.unitedhumanrights.org/2009/05/the-genocide-in-rwanda).
21. MAMDANI, Mahmood, *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2001, pp. 41–262.
22. Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport de la Commission indépendante d'enquête sur les actions de l'Organisation des Nations Unies lors du génocide de 1994 au Rwanda », S/1999/1257, New York : Nations Unies, 16 décembre 1999, <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/395/47/IMG/N9939547.pdf?OpenElement>.
23. UHRC, « Genocide in Rwanda ».
24. *Id.*
25. MELSON, *Revolution and Genocide*, p. 18.
26. STRAUS, Scott, *The Order of Genocide: Race, Power, and War in Rwanda*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2006.
27. *Id.*, pp. 175–200.
28. NEWBURY, Catharine, *The Cohesion of Oppression: Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860–1960*, New York : Columbia University Press, 1988, pp. 180–206.
29. STRAUS, *The Order of Genocide*, pp. 175–200.
30. SEGAL, Aaron, « Massacre in Rwanda », *Fabian Research Series* 240, avril 1964, pp. 3–28 ; et STRAUS, *Order of Genocide*, pp. 175–200.
31. SEGAL, « Massacre in Rwanda », pp. 3–28.
32. STRAUS, *Order of Genocide*, p. 188.
33. *Id.*
34. *Id.*, pp. 175–200.
35. LEMARCHAND, René, *Burundi: Ethnic Conflict and Genocide*, Washington, DC : Woodrow Wilson Center Press, 1996 ; et MEISLER, Stanley, « Holocaust in Burundi, 1972 », in *The History and Sociology of Genocide: Analyses and Case Studies*, ed. CHALK, Frank et JONASSOHN, Kurt, New Haven, CT : Yale University Press, 1990, pp. 384–93.
36. UVIN, Peter, *Aiding Violence: The Development Enterprise in Rwanda*, West Hartford, CT : Kumarian Press, 1998, pp. 40–50.
37. *Id.* Voir aussi STRAUS, Scott et WALDORF, Lars, eds., *Remaking Rwanda: State Building and Human Rights after Mass Violence*, Madison : University of Wisconsin Press, 2011, pp. 3–8.
38. STRAUS, *The Order of Genocide*, pp. 175–200.
39. LIEBHAFSKY DES FORGES, Alison, «Leave None to Tell the Story»: *Genocide in Rwanda*, New York : Human Rights Watch, 1999, pp. 84–105.
40. VALENTINO, Benjamin A., *Final Solutions: Mass Killing and Genocide in the 20th Century*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2004, p. 182.
41. *Id.*
42. STRAUS, *The Order of Genocide*, p. 197, p. 196.
43. *Id.*, p. 197.
44. MARX, *Faith in Nation*, pp. 3–112.
45. MELSON, *Revolution and Genocide*, pp. 280–84.
46. SNYDER, Jack, *From Voting to Violence: Democratization and Nationalist Conflict*, New York : W. W. Norton & Company, 2000.
47. MELSON, *Revolution and Genocide*, p. 18.
48. PRUNIER, Gérard, *The Rwanda Crisis: History of a Genocide*, New York : Columbia University Press, 1995, pp. 26–40.
49. *Id.*, pp. 93–126.
50. *Id.*, pp. 140–141.
51. *Id.*, p. 170.
52. *Id.*, p. 226.
53. GOUREVITCH, Philip, *We Wish To Inform You That Tomorrow We Will Be Killed with Our Families: Stories from Rwanda*, New York : Farrar, Straus, and Giroux, 1998.
54. MAMDANI, *When Victims Become Killers*.
55. *Id.*, p. 156.
56. *Id.*, p. 191.
57. *Id.*
58. *Id.*, p. 232.
59. Voir, par exemple, NDAYISHIMIYE, Déogratias, *The Role of Church before, during and after Burundi and Rwanda Genocides*, Workshop on the Role of Religion in Armed Conflicts, Jakarta : Media Project, 2009, <http://themediaproject.org/sites/default/files/The%20Church%20and%20the%20Burundi-Rwanda%20Genocide.pdf>. Voir également MAMDANI, *When Victims Become Killers*, pp. 232–33.
60. MAMDANI, *When Victims Become Killers*, pp. 232–33.
61. STRAUS, *Order of Genocide*, p. 7.
62. *Id.*
63. *Id.*, p. 9.

64. STRAUS, *Order of Genocide*, p. 10. Voir aussi BROWNING, Christopher R., *Ordinary Men: Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York : HarperCollins, 1992.
65. ARENDT, Hannah, *Eichmann in Jerusalem: A Report on the Banality of Evil*, New York : Penguin Classics, 1963.
66. WALLER, James, *Becoming Evil: How Ordinary People Commit Genocide and Mass Killing*, 2<sup>e</sup> éd., Oxford, UK : Oxford University Press, 2007.
67. STAUB, Ervin, *The Roots of Evil: The Origins of Genocide and Other Group Violence*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1989.
68. STRAUS, *Order of Genocide*, p. 96.
69. *Id.*
70. *Id.*, p. 245.
71. FUJII, Lee Ann, *Killing Neighbors: Webs of Violence in Rwanda*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2009.
72. *Id.*, p. 187.
73. *Id.*
74. STRAUS, *Order of Genocide*, p. 228 ; et LIFTON, Robert Jay, *The Nazi Doctors: Medical Killing and the Psychology of Genocide*, New York : Basic Books, 1986, p. 5.
75. BURLEIGH, Michael, *Death and Deliverance: "Euthanasia" in Germany c. 1990–1945*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1994, p. 294.
76. Voir GOLDHAGEN, *Worse Than War*.
77. Voir GOLDHAGEN, *A Moral Reckoning*.
78. KERTZER, David I., *The Popes against the Jews: The Vatican's Role in the Rise of Modern Anti-Semitism*, New York : Alfred A. Knopf, 2001.
79. HULL, Isabel V., « Military Culture and the Production of 'Final Solutions' in the Colonies: The Example of Wilhelminian Germany », in *The Specter of Genocide: Mass Murder in Historical Perspective*, ed. GELLATELY, Robert et KIERNAN, Ben, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2003, pp. 141–62 ; et HULL, Isabel V., *Absolute Destruction: Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2005.
80. OLUSOGA, David et ERICHSEN, Casper W., *The Kaiser's Holocaust: Germany's Forgotten Genocide and the Colonial Roots of Nazism*, Londres : Faber and Faber, 2010.
81. GOLDHAGEN, *Moral Reckoning* ; KERTZER, *Popes against the Jews* ; HULL, *Absolute Destruction* ; et OLUSOGA et ERICHSEN, *Kaiser's Holocaust*.
82. TRAUB, James, « Patterns of Genocide », *New York Times*, 15 octobre 2009, [www.nytimes.com/2009/10/18/books/review/Traub-t.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2009/10/18/books/review/Traub-t.html?_r=0).
83. CHALK, Frank et al., *Mobilizing the Will to Intervene: Leadership to Prevent Mass Atrocities*, Montréal : McGill-Queen's University Press, 2010, p. 9.
84. TRAUB, « Patterns of Genocide ».
85. *Id.* Voir aussi GOLDHAGEN, *Worse than War*.
86. « Our Story », Satellite Sentinel Project, [www.satsentinel.org/our-story](http://www.satsentinel.org/our-story).
87. KAPLAN, Andreas M. et HAENLEIN, Michael, « Users of the World, Unite! The Challenges and Opportunities of Social Media », *Business Horizons* 53, no. 1, janvier-février 2010, p. 61.
88. SUBBARAMAN, Nidhi, « When Disaster Strikes, Tweets Point to Ground Zero », *NBC News*, 9 juillet 2013, [www.nbcnews.com/technology/when-disaster-strikes-tweets-point-ground-zero-6C10578539](http://www.nbcnews.com/technology/when-disaster-strikes-tweets-point-ground-zero-6C10578539).
89. « Aid Policy: Hitching Social Media to Humanitarian Assistance », *IRIN News*, 17 juillet 2012, [www.irinnews.org/report/95880/aid-policy-hitching-social-media-to-humanitarian-assistance](http://www.irinnews.org/report/95880/aid-policy-hitching-social-media-to-humanitarian-assistance).
90. « About Us », Ushahidi, [www.ushahidi.com/about-us](http://www.ushahidi.com/about-us).
91. KANGARLOU, Tara, « State Department Hopes It Can Find Peace among Data », *CNN*, 1 mai 2013, [www.cnn.com/2013/04/30/politics/state-data-analysis/](http://www.cnn.com/2013/04/30/politics/state-data-analysis/).
92. ABDOLLAHIAN, Mark et al., *Senturion: A Predictive Political Simulation Model*, Washington, DC : Center for Technology and National Security Policy, National Defense University, juillet 2006, [www.google.com/url?sa=t&rc=j&q=&esrc=s&frm=1&source=web&cd=1&cad=rja&ved=0CDcQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.dtic.mil%2Fcgi-bin%2FGetTRDoc%3FAD%3DADA454175&ei=D-dfU-tiGDYrq9ATgmoGgDw&usq=AFQjCNF8Ny2Y3LSy76klq1AZUfPjseFqrg](http://www.google.com/url?sa=t&rc=j&q=&esrc=s&frm=1&source=web&cd=1&cad=rja&ved=0CDcQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.dtic.mil%2Fcgi-bin%2FGetTRDoc%3FAD%3DADA454175&ei=D-dfU-tiGDYrq9ATgmoGgDw&usq=AFQjCNF8Ny2Y3LSy76klq1AZUfPjseFqrg).
93. KANGARLOU, « State Department ».
94. *Id.*
95. « About Hatebase », Hatebase, [www.hatebase.org/about](http://www.hatebase.org/about).
96. Voir BURLEIGH, *Death and Deliverance*, p. 294.

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)